



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MANCHE

Préfecture

Service de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial

Bureau de l'Environnement et de la Concertation Publique

Réf : n° 18-155-GH

- ARRETE -

**METTANT EN DEMEURE LA S.A.S.U. CPC COTENTIN
DE REGULARISER LA SITUATION ADMINISTRATIVE
DU NOUVEAU HANGAR DIT « CAVEY » A LA HAYE
ET DE LE METTRE EN CONFORMITE
AVEC LES DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES APPLICABLES**

**LE PREFET DE LA MANCHE
Chevalier de la Légion d'honneur**

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8 et L.514-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la nomenclature des installations classées visée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement, en particulier ses rubriques 1510 concernant les entrepôts couverts, et 2663 concernant les stockages de matières plastiques ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, y compris lorsqu'ils relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques 1530, 1532, 2662 ou 2663 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu les arrêtés préfectoraux des 31 janvier 2014 et 17 avril 2015, autorisant la S.A.S.U. CPC Cotentin à exploiter un atelier d'impression et héliogravure en zone industrielle de la Canurie, communes de La Haye du Puits et Saint Symphorien le Valois ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement établi suite à la visite d'inspection réalisée le 20 février 2018 du site exploité par la S.A.S.U. CPC Cotentin ;

Vu la lettre du 23 mai 2018 par laquelle l'inspecteur de l'environnement a transmis son rapport à la S.A.S.U. CPC Cotentin et l'a informée, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement, de la proposition de mise en demeure ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que depuis plus d'un an, la société CPC Cotentin utilise un nouveau hangar de stockage situé en face de son établissement régulièrement autorisé ;

Considérant que ce hangar abrite des activités classables sous le régime de la déclaration des rubriques 1510 et 2663 de la nomenclature des installations classées ;

Considérant qu'il n'a jamais fait l'objet d'une déclaration ou d'une information auprès du Préfet de la Manche ;

Considérant que le double classement des activités exercées au sein de ce hangar, sous les rubriques 1510 et 2663, impose qu'il soit exploité conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 11 avril 2017 ;

Considérant que le non-respect des mesures du dit arrêté ministériel, dont notamment celles d'éloignement ou de protection prévues au point 2.II de son annexe II, est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier au regard des conséquences que pourraient avoir un incendie sur les propriétés voisines ;

Considérant que, compte tenu de ce qui précède, ce hangar est en situation administrative irrégulière et qu'il y a lieu conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement de mettre en demeure la S.A.S.U. CPC Cotentin de régulariser la situation administrative de son nouveau hangar de stockage, de mettre en conformité ce bâtiment avec la disposition réglementaire rappelée ci-dessus, et d'adopter parallèlement des mesures conservatoires d'exploitation, pour la sauvegarde desdits intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, en particulier en ce qui concerne la prévention du risque de propagation d'un incendie à ses riverains ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : La S.A.S.U. CPC Cotentin, représentée par son président, dont le siège social est situé zone industrielle de la Canurie à LA HAYE, est mise en demeure pour l'établissement qu'elle exploite à ladite adresse :

- en application de l'article L. 171.8 du code de l'environnement, de régulariser, **dans un délai n'excédant pas 1 mois**, la situation administrative du hangar "Cavey" qu'elle exploite en face de son établissement principal, en adressant au Préfet de la Manche, en application des articles L. 181-14 et R. 181-46-II du code de l'environnement, un dossier de modification des installations, accompagné de tous les éléments d'appréciation nécessaires ;
- en application de l'article L. 171.7 du code de l'environnement, d'intégrer, **dans un délai n'excédant pas un mois**, ledit hangar dans le plan Eta Ré de lutte contre les incendies de l'établissement et de transmettre ces éléments au Service Départemental d'Incendie et de Secours de la Manche ;
- en application de l'article L. 171.7 du code de l'environnement, d'adopter toutes les dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017, comme la réduction des quantités de matières stockées ou leur emplacement à l'intérieur du bâtiment, afin que les zones d'effet thermique excédant 5 kW/m2 ne sortent plus des limites du site. L'atteinte de cet objectif sera justifiée par des études d'ingénierie adaptées qui seront tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2 – L'inobservation des mesures prévues à l'article 1 dans les délais impartis, expose la S.A.S.U. CPC Cotentin, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, aux sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 - Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de CAEN, 3 Rue Arthur Le Duc – BP 25 086 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Article 4 - Cet arrêté sera transmis, pour information, au maire de La Haye et publié sur le site internet des services de l'Etat dans la Manche www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis/installations-classees

Article 5 - Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la S.A.S.U. CPC Cotentin.

Saint-Lô, le

25 JUIN 2018

Pour le Préfet
Le secrétaire général



Fabrice ROSAY